

ACTES UNILATÉRAUX

Des directives aux lignes directrices :

- le droit souple et la jurisprudence
Crédit foncier de France
- lignes directrices
et pouvoir gracieux

CONTRATS

Exécution des contrats administratifs :
les pouvoirs d'injonction du juge

De la clause exorbitante du droit
commun à la clause impliquant
un régime exorbitant

BIENS ET TRAVAUX

Digues à la mer: de la propriété
privée au domaine public

Les œuvres d'art inscrites
au répertoire des « Musées
nationaux récupération »

CHRONIQUE

Droit administratif
et droit constitutionnel

COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

La citoyenneté calédonienne
dans la République française

CONTENTIEUX

Qu'est-ce qu'une juridiction ?
La question a-t-elle encore une utilité ?

DROITS ET LIBERTÉS

Étrangers :

- intérêt supérieur de l'enfant
- régularisation

Cour européenne des droits de l'homme :
prévention et dissuasion

Associations ou groupements :
dissolution par décret

RESPONSABILITÉ

« L'État est son propre assureur »

La responsabilité du fait de l'interprétation
jurisprudentielle d'une loi

L'affaire du *Mediator*

DROIT ADMINISTRATIF ET DROIT CONSTITUTIONNEL

Du droit constitutionnel aux autres droits :

- la constitutionnalisation des branches du droit
- les bases constitutionnelles du droit administratif

DIRECTION

Directeurs :
Pierre Delvolvé et Pierre Bon

Secrétaire général :
Dominique Pouyaud
Professeur à l'Université Paris Descartes (Paris V)

Secrétaire général adjoint :
Coralie Mayeur-Carpentier
Maître de conférences à l'Université de Franche-Comté

31-35, rue Froidevaux,
75685 Paris cedex 14
E-mail : rfd@daloz.fr

**PRÉSIDENTE-DIRECTRICE GÉNÉRALE,
DIRECTRICE DE LA PUBLICATION**

Sylvie Faye

ÉDITION

Secrétaire de rédaction :
Marie Thomas
Tél. rédaction : 01 40 64 12 81
Fax : 01 40 64 54 66
E-mail : m.thomas@daloz.fr
Chargé d'édition numérique :
Jean-Marc Pastor

ABONNEMENTS - RELATIONS CLIENTS

Directrice des abonnements :
Yvette Nay
80, avenue de la Mame - 92541 Montrouge Cedex
Fax : 01 41 48 47 92

Responsable relation clients :
Marie-Hélène Tylman
Tél. : 0820800017 (0,12 €TTC/mn)

Revue bimestrielle (6 numéros par an)
Prix de l'abonnement 2015 TTC (1 an) :
France 352,25 €
DOM 368,83 €
Étranger 372,67 €
Prix au numéro : 74,53 €

Les abonnés qui, à la réception de ce numéro, constateront que la livraison précédente ne leur est pas parvenue, sont priés d'en aviser le service des abonnements sans délai, l'éditeur ne pouvant garantir pendant plus de 6 mois le service des numéros manquants. Tous les volumes des revues antérieures à 1999 sont réimprimés par Schmidt Periodicals GmbH (Dettenford - D-83075 Feinbach - Allemagne).

ÉDITIONS DALLOZ

Société anonyme
au capital de 3 956 040 euros
Siège social :
31-35 rue Froidevaux - Paris 14^e
RCS Paris 572 195 550
Siret 572 195 550 00098
Code APE 5811Z
TVA FR 69 572 195 550

Filiale des éditions Lefebvre-Sarrut
La reproduction, même partielle, de tout élément publié dans la revue est interdite.

CPPAP n° 1018 T 83763
ISSN 0763-1219

Imprimé en France par JOUVE
1, rue du Dr Sauvé - 53100 Mayenne
Dépôt légal : janvier 2015

RUBRIQUES 1029

ACTES UNILATÉRAUX

Des directives aux lignes directrices

1. Le droit souple, un regard circonspect sur la jurisprudence *Crédit foncier de France*
par Élise UNTERMAIER-KERLÉO 1029

2. Lignes directrices et pouvoir gracieux – À propos de la régularisation des étrangers
Conclusions sur cour administrative d'appel de Lyon, 2 octobre 2014, *Mme Lika*, n° 14LY01524, *M. Dema*, n° 14LY01523 et *M. Houaiji*, n° 14LY01620
par Laurent LÉVY BEN CHETON 1039

CONTRATS

L'évolution des pouvoirs d'injonction du juge pour faire exécuter les contrats administratifs
par Jean-Sébastien BODA 1061

Critères du contrat administratif : de la clause exorbitante du droit commun à la clause impliquant un régime exorbitant
Conclusions sur Tribunal des conflits, 13 octobre 2014, *Société Axa France IARD*, n° 3963
par Frédéric DESPORTES 1068

BIENS ET TRAVAUX

Digues à la mer : de la propriété privée au domaine public
Conclusions sur cour administrative d'appel de Marseille, 6 mai 2014, *SCI Pascal et M. Pascal*, n° 10MA04256
par Samuel DELIANCOURT 1075

Une catégorie juridique méconnue : les œuvres d'art inscrites au répertoire des « Musées nationaux récupération »
Note sous Conseil d'État, Assemblée, 30 juillet 2014, *Mmes K et H*, n° 349789
par Christian LAVIALLE 1092

COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

Les ambiguïtés de la citoyenneté calédonienne dans la République française
par Vivien HIPEAU 1103

CONTENTIEUX

Qu'est-ce qu'une juridiction ? La question a-t-elle encore une utilité ?
par Laure MILANO 1119

DROITS ET LIBERTÉS

L'intérêt supérieur de l'enfant lors de l'éloignement des étrangers
par Fabrice LANGROGNET 1131

Prévention et dissuasion dans la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme
par Jennifer MARCHAND 1149

Étendue et limites du pouvoir de dissoudre par décret certaines associations ou groupements
Conclusions sur Conseil d'État, 30 juillet 2014, *Association « Envie de rêver »* et *M. Kevin Couette*, n° 370306 et *M. Serge Ayoub*, n° 372180
par Edouard CRÉPEY 1158

Conditions de la régularisation de la situation des étrangers 1166
V, les conclusions sur cour administrative d'appel de Lyon, 2 octobre 2014, *Mme Lika*, n° 14LY01524, *M. Dema*, n° 14LY01523 et *M. Houaiji*, n° 14LY01620
par Laurent LÉVY BEN CHETON 1039

RESPONSABILITÉ

Le principe selon lequel « l'État est son propre assureur »
par Louis BAHOUÛNE 1167

La responsabilité du fait de l'interprétation jurisprudentielle d'une loi
• Conclusions sur Conseil d'État, 23 juillet 2014, *Société d'édition et de protection route (SEPR)*, n° 354365
par Alexandre LALLET 1178

• Note
par Amandine BLANDIN 1186

L'affaire du Mediator : la responsabilité de l'État
Note sous tribunal administratif de Paris, 3 juillet 2014, *Mme A*, n° 1312345/6
par Jacques PETIT 1193

DROIT ADMINISTRATIF ET DROIT CONSTITUTIONNEL

Du droit constitutionnel aux autres droits
1. Brèves considérations sur la constitutionnalisation des branches du droit
par Michel VERPEAUX 1203

2. L'actualité de la théorie des bases constitutionnelles du droit administratif
par Pierre DELVOLVÉ 1211

Chronique de jurisprudence
par Agnès ROBLOT-TROIZIER et Guillaume TUSSEAU 1218

TABLES 1237

TABLES ANNUELLES 1239